



# REACH

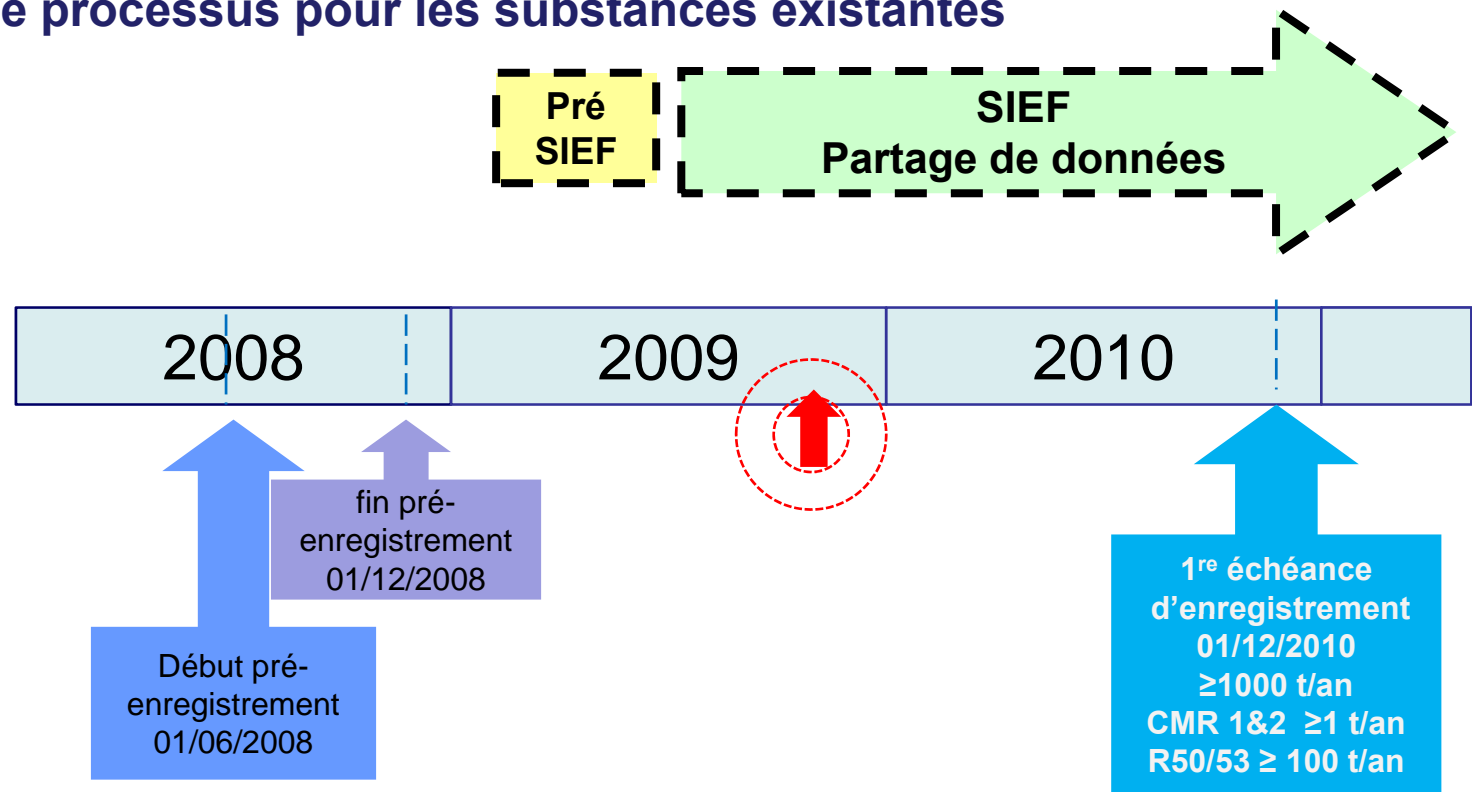
**Conférence de presse**  
**Union des Industries Chimiques**  
**13 octobre 2009**



# Enregistrement

## Où en sommes-nous ?

### Le processus pour les substances existantes



2 750 000 pré-enregistrements  
65 000 entités légales (dont 85% de PME)  
146 000 substances différentes pré-enregistrées  
dont 55 000 avec un délai d'enregistrement annoncé au 01 12 10

Estimation ECHA :  
9 200 substances  
devraient être  
enregistrées au 01 12 10



# Forums d'échange d'informations sur les substances (SIEFs)

Un dossier  
d'enregistrement  
=  
un dossier  
technique  
(données de  
danger)  
+  
un rapport sur la  
sécurité  
chimique  
≥ 10 t/an

## Les objectifs :

- faciliter l'échange d'informations en vue de l'enregistrement
- se mettre d'accord sur la classification et l'étiquetage



Préparer la partie conjointe du dossier d'enregistrement

La participation aux SIEF est **obligatoire** pour les déclarants potentiels

L'industrie (et non l'ECHA) est pleinement responsable de la mise en place et du fonctionnement des SIEFs



# Enregistrement : un processus lent et complexe

Une  
campagne  
ECHA  
relayée au  
niveau  
national

Le temps  
passe

Un processus lent et complexe au niveau de :

- la mise en place et du fonctionnement des SIEFs
- l'organisation et la gestion de la communication sur les usages entre fournisseurs et clients

... et une première échéance d'enregistrement très proche

**le 1<sup>er</sup> décembre 2010**

(date de soumission recommandée pour les déclarants principaux  
(*lead registrants/leaders*) :  
le 30 septembre 2010)

Au 7 octobre 2009 : 1793 substances officiellement couvertes par un (candidat) leader - **seuls 18 % des SIEFs correspondant aux 9 200 substances devant a priori être enregistrées au 01 12 10 semblent donc avoir dépassé l'étape du pré-SIEF**

**Pourquoi ?**





# Difficultés rencontrées (1/2) liées à la mise en place et au fonctionnement des SIEFs

- Des difficultés liées à l'établissement de la **similitude** des substances, préalable indispensable à la constitution des SIEFs
- **Des règles de fonctionnement sur lesquelles les acteurs doivent se mettre d'accord :**
  - **une dimension juridique** complexe,
  - des aspects liés à la préservation de la **confidentialité des données**,
  - le respect des **règles de la concurrence**,
  - des règles de **partage des coûts**...
- une **responsabilité** importante incombant aux leaders qui peut se révéler être un obstacle
- **Des acteurs aux intérêts très divers** qui, dans certains cas, génèrent de la confusion et ralentissent le processus ; une communication à gérer vers l'ensemble des membres du SIEF y compris vers ceux qui ne s'impliquent pas dans les échanges
- Des échanges nécessitant de maîtriser **la langue anglaise**



## Autres difficultés rencontrées (2/2)

- **Non disponibilité des outils et guides de l'ECHA**
- Des **questions d'interprétation** non encore résolues entraînant une certaine insécurité juridique
- **Dispositions relatives aux Fiches de Données de Sécurité** (annexe II de REACH en cours de révision) non finalisées alors que les entreprises doivent se préparer pour être en mesure de mettre à jour leurs FDS dès les enregistrements effectués
- **Dispositions liées à la notification des substances d'ici fin 2010** dans le cadre du nouveau règlement CLP (*Classification, Labelling & Packaging*) non encore définies alors que de très nombreuses notifications devront être faites

# La chimie toujours mobilisée à tous les niveaux

La profession est toujours très fortement mobilisée pour aider les entreprises :

- Actions d'information/formation (journées de formation, *webinars*...) sur REACH et CLP, déclinées au niveau régional
- Très nombreux séminaires et guides de la profession CEFIC (accessibles à tous) : formation des SIEFs, *check list* des tâches, modèles d'accord... , REACH et droit de la concurrence... à l'élaboration desquels l'UIC participe
- Structures d'aide aux entreprises : ATOUT REACH pour la France, REACHCentrum au niveau européen
- Plate-forme sur Internet d'aide au partage des données [SIEFreach](#), qui intègre régulièrement de nouvelles fonctionnalités pour répondre aux attentes des entreprises





## Quelles sont les attentes de l'industrie ?

- les guides et les outils nécessaires... finalisés le plus rapidement possible... et non modifiés par la suite
- une clarification de certains points d'interprétation
- une aide renforcée de la Commission, de l'ECHA et des autorités nationales à la mise en place et au bon fonctionnement des SIEFs
- un renforcement global de l'aide aux PME (REACH, CLP...) passant par des aides financières et un soutien massif de l'Etat français dans le cadre d'initiatives telles que le Grand Emprunt, les Etats Généraux de l'Industrie...



## Un soutien à 100 % aux objectifs mais des inquiétudes : l'ECHA et les autorités doivent apporter une réponse appropriée

L'UIC réaffirme son soutien aux objectifs de REACH mais reste très préoccupée, dans un contexte économique difficile, par :

- la complexité de REACH
- les coûts liés à sa mise en œuvre
- le calendrier extrêmement serré

... et attend de l'ECHA et des autorités qu'elles apportent une réponse appropriée



# ANNEXES



# REACH

## Autorisation

Processus  
(résumé)

- 1<sup>re</sup> consultation publique sur la base des propositions des Etats Membres et/ou de la Commission
- Avis du comité des Etats Membres
- **Inclusion dans la liste candidate**
- Recommandation ECHA soumise à consultation publique
- Avis du Comité des Etats Membres
- **Inclusion dans l'annexe XIV (autorisation)**

2 process en cours :

- 15 substances publiées dans la liste candidate le 28 octobre 2008 dont 7 actuellement proposées pour inclusion dans l'annexe XIV
- 15 autres substances en consultation jusqu'au 15 octobre 2009 pour inclusion dans la liste candidate

Où en  
sommes-nous  
aujourd'hui ?

Prochaines dates de soumission de nouvelles propositions :  
8 février 2010 et 2 août 2010



# REACH

## Contrôles et sanctions

Ordonnance  
du  
26 février  
2009  
+  
Projet de  
décret  
sanctions  
-  
Circulaire  
inter  
ministérielle  
du 8 janvier  
2009

Des inspections qui ont démarré, menées le plus souvent par les DREAL (inspection « installations classées ») mais également par les inspecteurs du Travail, la DGCCRF, l'AFSSAPS... : des contrôles qui portent essentiellement sur les pré-enregistrements et les Fiches de Données de Sécurité

### Quels besoins ?

- un niveau de contrôle et de sanction le plus harmonisé possible entre Etats Membres

La Commission devrait publier d'ici la fin 2009 un rapport faisant un point comparatif de la situation dans les différents Etats Membres



# REACH

## Mesures fiscales demandées

La profession a engagé des démarches auprès des autorités françaises et européennes

### Quels besoins ?

- une baisse des redevances et leur étalement dans le temps
- des amortissements accélérés
- l'obtention de prêts pour les PME
- une aide au financement de recherches liées à REACH



## Développements hors UE

- Les développements aux États-Unis :  
**29 septembre 2009** : l'EPA annonce la révision du *Toxic Substances Control Act* (TSCA) et le renforcement de son programme de gestion des produits chimiques
- Chine : un projet de réglementation sur les substances nouvelles initié en juin 2009

L'UIC réitère sa demande que les principes de REACH soient retenus au niveau international

Initiative volontaire de la chimie au niveau international

**GPS = Global Product Strategy**

Contribution de l'ICCA à la *Strategic Approach to International Chemicals Management* (SAICM)

